

# Liberté

Bulletin du PCF Albertville - Beaufort - Grésy/Isère

Octobre - Novembre 2013

## EDITO

### ON NE LACHE RIEN !

Après les élections législatives partielles, l'élection cantonale de Brignoles est un nouveau rejet des politiques mises en œuvre par les gouvernements successifs mais c'est aussi une sorte de désespérance qui parcourt les têtes et les cœurs.

L'espoir a quitté de nombreux électrices et électeurs, dès lors que ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui, élus contre la politique de Nicolas Sarkozy, mettent en œuvre une large part de son programme, allant encore plus loin, à tel point que le Medef accuse la droite de ne pas y avoir pensé plus tôt. Toute cette politique contribue à enrichir le terreau qui permet au Front National de cultiver la haine.

**Nous, Communistes, nous disons: exprimez vous, votez, ne lâchez rien.....**

Pour lutter contre la résignation, notre secrétaire national, Pierre Laurent, a lancé l'idée relayée par les partenaires du Front de Gauche de faire publiquement la lumière sur **le coût exorbitant du Capital.**

En effet, les «experts» économiques (toujours les mêmes, sortant des mêmes écoles), les grands journalistes et les commentateurs qui «font» l'opinion répètent depuis plus de 30 ans que le problème de l'économie française, c'est le «**coût du travail**».

Les chiffres de l'INSEE montrent le contraire : depuis les années 1980, d'après les comptes nationaux des entreprises non financières, le partage de la richesse créée n'a pas évolué à l'avantage du travail, bien au contraire.

En 1981, la masse salariale représentait 72,9 % de la valeur ajoutée alors qu'en 2002, elle n'en représente plus que 66,6 %.

Par contre, la part de la valeur ajoutée revenant au capital (intérêts versés aux banques et dividendes donnés aux actionnaires) est passée de 39,1 milliards d'euros à 298,6 milliards pendant la même période (soit plus de 7 fois la «mise de départ»).

Comme vous le voyez, c'est bien **le coût du capital** qu'il faut dénoncer car on constate tous que, crise ou pas, c'est toujours aux salariés de faire des efforts. Avec nos partenaires du Front de Gauche, nous ne lâcherons rien, nous voulons rassembler tous ceux qui ne veulent pas de ce capitalisme.

Quels que soient les débats qui traversent le Front de Gauche à propos des élections municipales, nous devons militer pour son renforcement, son élargissement car c'est un moyen de lutte. Là aussi, **ne lâchons rien !**

Gilles COINTY

### APRES-MIDI DU LIVRE

de 14h30 à 18h - Maison communale du Parc

Samedi 14 décembre 2013

ALBERTVILLE

avec la Librairie Jean-Jacques  
Rousseau (Chambéry)



de 18h à 19h : **chansons rouges avec le CRAC**

A 19h : *apéritif dînatoire*

#### Section du PCF

8 rue Bugeaud - 73200 ALBERTVILLE

Tél : 04 79 32 03 90 (répondeur)

Permanence le **MARDI** de 18 h à 19 h 30

Adresse courriel : [pcf.albertville@orange.fr](mailto:pcf.albertville@orange.fr)

**Sommaire** : Editorial - Après midi du livre - Fausses notes à la Coral - Gaymard et démocratie - Repos ou profit du dimanche - Au Conseil général : encore plus d'austérité - Retraites : la lutte continue - Expulsions : l'humain d'abord - L'hiver s'annonce coûteux - Municipales 2014 à Albertville : le choix du Front de Gauche

## FAUSSES NOTES A LA CORAL

M. Cantamessa est président, de droite, de CORAL. Il s'exprimait récemment dans la presse locale. Nous avons relevé quelques passages.

- La priorité au niveau des investissements est mise sur la rénovation de la patinoire avec une capacité d'accueil supérieure au Phare de Chambéry. Sans nier la nécessité d'engager des travaux, on ne peut que déplorer la baisse de la subvention pour le Dôme Théâtre. «*On n'a pas les moyens de financer des têtes d'affiche*». Donc, les habitués du Dôme Théâtre devront se contenter d'une programmation en baisse, pour avoir, dans quelques années, un équipement susceptible de concurrencer le Phare et d'accueillir des spectacles grand public ...

- M. Cantamessa fait preuve d'une lucidité à retardement au sujet de la perte de ressources due à la suppression de la Taxe Professionnelle. A l'époque, les Communistes étaient bien seuls pour dénoncer cette suppression.

- Le président de la CORAL reconnaît que «*les demandes d'installations de nouvelles entreprises ne se bousculent pas au portillon*». Les seules demandes viennent d'enseignes commerciales, mais si le niveau de vie continue à baisser, là aussi il y aura des difficultés ...

- Concernant enfin la fusion des 4 Communautés de communes, qui suscite beaucoup de réticences et même d'oppositions, M. Cantamessa prône «*une fusion à petits pas*». Le but est donc le même que pour le Préfet, mais l'un veut y parvenir par la douleur et l'autre à la hussarde ... Et si on demandait leur avis aux populations concernées?

Lucien Carrel

## REPOS OU PROFIT DU DIMANCHE :

### après 4 ans, la lutte continue

Il y a 4 ans (5 si l'on tient compte du rassemblement autour de «Zorro» en mars 2008), débutait la résistance à propos du repos du dimanche, à Albertville. Depuis une victoire des «guerrières» de ED DIA avec l'obtention du libre choix. Et des clients qui ont différé leurs achats et d'autres qui réfléchissent. Des rassemblements de citoyens partageant la même conviction : depuis 1906, le dimanche est le jour du repos hebdomadaire pour tous, un jour qui ne soit pas «aspiré par le rendement, le profit, un jour pour se consacrer à autre chose, essentiel pour les activités sportives, les engagements bénévoles, citoyens, politiques, religieux». Pour le 4<sup>ème</sup> anniversaire de cette belle lutte, Corine Pointet, Bernard Anxionnaz et l' élu régional du Front de Gauche Antoine Fatiga, ont appelé à poursuivre la résistance au

## GAYMARD ET DEMOCRATIE

Ce n'est un secret pour personne que M. Gaymard ambitionne de devenir le grand duc d'une nouvelle Savoie englobant les deux départements actuels. On voit d'abord sans peine l'intérêt politicien d'assurer à la droite une majorité renforcée et durable ... Après le précédent alsacien qui a vu les électeurs concernés refuser par référendum la fusion de leurs 2 départements, M. Gaymard, en bon démocrate, a fait voter à l'Assemblée un amendement supprimant le recours au référendum pour ce genre de décision. Ainsi, il suffirait d'une délibération des 2 Conseils généraux pour le décider. C'est absolument scandaleux ! Les élus PCF et Front de Gauche ont voté contre cet amendement et contre le projet de loi dit de «*modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles*» qui instaurerait un nouvel échelon encore plus éloigné des électeurs, au détriment des communes et des intercommunalités. Les citoyens peuvent compter sur nos élus pour empêcher que les choses se fassent en catimini, en dehors de toute consultation populaire.

L.C.



moment où le débat, sous la pression du grand patronat, devient national. Car les directions de Catorama et de Leroy Merlin ne se contentent pas d'ignorer la justice, elles organisent une intense campagne médiatique en faveur du travail du dimanche. Cette campagne est une nouvelle attaque contre le droit du travail, l'objectif étant de faire des salariés des pions du marché.

A Albertville, ils sont venus nombreux, tous ceux qui refusent la casse du code du travail et s'opposent à l'ouverture des magasins le dimanche (hormis les petits commerces de proximité). Et le modèle allemand peut être cité en exemple : les Allemands vivent très bien sans l'ouverture des magasins du samedi après-midi au lundi matin ! Le dimanche, place à la vie et non au chiffre d'affaires, ont répété tous ceux qui ne sont pas prêts «à brûler leurs derniers loisirs dans les rayons des supermarchés».

Gérard Simon

## AU CONSEIL GENERAL : encore plus d'austérité ...

Dans le journal n° 6 des élus Front de gauche siégeant au Conseil Général, on relève que la majorité de droite dirigée par Hervé Gaymard estime rencontrer des problèmes de financement ! La solution est toute trouvée: on réduit aides et subventions et on durcit leur condition d'attribution. Bref, on fait payer les communes et les particuliers.

Voici une liste non exhaustive des propositions que la majorité de droite envisage de faire adopter dans les prochains mois :

. augmentation des taxes sur les transactions immobilières

de 3,8 à 4,5 % pour financer le RSA ;

. limitation des dépenses de fonctionnement pour préserver les capacités d'investissement ;

. augmentation de la participation des familles à hauteur de 150 euros par enfant pour les transports scolaires, avec dégrèvement pour celles dont le quotient familial est inférieur à 691 euros ;

. augmentation de 25 % du ticket du transport en commun avec la suppression de certaines lignes.

Conclusion : la droite au Conseil général veut aggraver l'austérité avec, pour conséquence, l'appauvrissement du plus grand nombre.

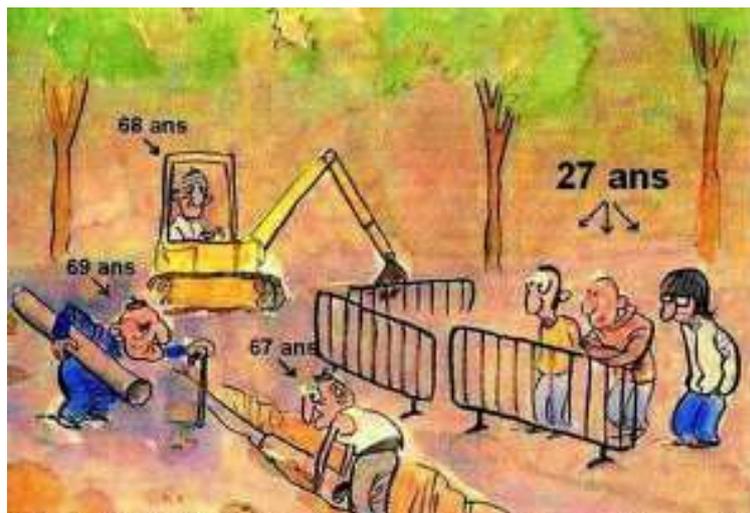
Gérard Boiteux

## RETRAITES : la lutte continue ...

A l'assemblée Nationale, le projet de loi sur les retraites a été adopté par une courte majorité de 21 voix. Ce résultat souligne la détermination des députés Front de gauche à s'opposer au dispositif actuel qui frapperait injustement les jeunes promis à une retraite de misère pour un départ à la retraite à 67, voire 68 ans. Ce projet qui comporte d'autres atteintes, notamment le report au 1er octobre de la date de revalorisation, la hausse des cotisations, est en continuité avec les lois Fillon. Ce sont là des atteintes fondamentales aux conditions d'existence qu'il s'agit d'endiguer au risque de s'engager dans un recul de civilisation dévastateur.

Au Sénat, le Groupe Front de Gauche va poursuivre son combat pour exiger notamment que le produit de la fraude fiscale, qui coûte chaque année 55 milliards, et les cadeaux fiscaux de 120 à 170 milliards accordés aux patrons, soient utilisés pour promouvoir une réforme progressiste de la retraite permettant notamment le maintien de l'âge légal à 60 ans et assurer la revalorisation des pensions à la date initiale du 1er janvier.

A Albertville, une manifestation s'est déroulée le 15 oc-



tobre à l'appel de la CGT pour dénoncer les dispositions rétrogrades sur les retraites que le gouvernement va soumettre au vote des députés et sénateurs. Porte-parole d'une délégation reçue à la sous-préfecture, Rémy Ferront a rappelé que cette réforme inflige une double peine aux jeunes : commencer leur vie active faite d'emplois précaires, de chômage, de stages avec la quasi-certitude qu'ils ne bénéficieront jamais d'une retraite à taux plein.

G.B.

## EXPULSIONS : L'HUMAIN D'ABORD !

«Avec Léonarda, Khatchik, premier lycéen expulsé à Paris depuis 2006, est devenu le symbole de la cruauté de notre politique d'immigration». Ils ont sensibilisé les lycéens et l'ensemble de la population sur les expulsions. Car le nombre de familles déboutées du droit d'asile, poussées à la clandestinité s'est accru de manière insupportable.

C'est pourquoi des Savoyards ont pris fait et cause pour la famille de Tika et Ana. Cette famille géorgienne, avec ses deux filles de 11 et 4 ans, s'est intégrée à Albertville, depuis 2011, de façon exemplaire. Et fin septembre, début octobre 2013, nombreux sont celles et ceux qui, aux côtés de RESF (Réseau Education Sans Frontière), ont accompagné Tika

et Ana en classe. Mais les expulsions menacent toujours et certains prétendent que la loi doit être appliquée. Pourtant, lorsqu'une loi est mauvaise, il faut en changer. Le Ceseda (Code de l'entrée et de séjour des étrangers et du droit d'asile) mis en place sous Sarkozy est toujours en vigueur. «C'est étonnant de voir des ministres de gauche appliquer une loi qu'ils ont tant critiquée» souligne une responsable de RESF. De leur côté, les élus communistes préparent une loi modifiant le Ceseda pour que les lycéens, étudiants et parents d'enfants scolarisés obtiennent un titre de séjour. A Albertville, nombre de citoyens ont clamé leur profond désaccord avec le comportement des autorités dans une dizaine de cas, en particulier celui de la famille arménienne Hovhannisyane. Avec le Front de Gauche, faisons tout pour l'humain d'abord.

Gérard Simon

*Réveillon de la*  
**St-Sylvestre** 100% dansant

avec **Alain MUSICHINI**  
et son orchestre Le 9<sup>e</sup> Tuba orchestre musicale français

**Mardi 31** PARC DES EXPOSITIONS  
Salle des Conventions  
**décembre 2013**  
**CHAMBÉRY**  
Organisé par Les Allobroges Savoyards

**Menu**

Foie gras de canard maison  
Bûche chaude  
Grenouille truffée  
Dolce ai Salsizzen

Médallin de chapon  
au jus de truffes  
Ouzon de caneton  
Chateaux de potiron  
Pâtisseries pérorées

Trois des Alpes  
sur son lit de roquette

Sablé Citron Meringué  
et sa brichette de fruits frais

Café

Gratifié à l'orange

**ENTRÉE  
et REPAS**  
à partir de 20h30  
La carte : 60 €

**ENTRÉE  
SANS REPAS**  
à partir de 22h30  
La carte : 30 €  
Gratifiée  
comprise

**RÉSERVATION ET VENTE**  
Bar Le Nivolet 04 79 69 42 69  
Gare routière Chambéry  
06 73 87 63 86 / 06 28 32 63 58  
04 79 62 04 13

**RÉSERVATION OBLIGATOIRE**  
Aucune vente sur place Service assuré par des professionnels - Parking gardé

## À DÉFAUT D'ÊTRE CHAUD, l'hiver s'annonce coûteux !

La première décision de Philippe Martin nouveau ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie est d'accepter l'augmentation des tarifs d'électricité de plus de 5 % pour août 2013 ainsi qu'en août 2014. **Il s'agit de la plus forte hausse de ces dix dernières années. Cette augmentation est inacceptable.** Elle porte exclusivement sur les tarifs réglementés pour les particuliers : une fois encore les grandes entreprises en sont préservées.

La Commission de régulation de l'énergie demandait depuis plusieurs années une augmentation des tarifs de l'énergie pour donner à EDF les moyens d'investir dans son outil industriel et productif. Si EDF doit disposer de moyens financiers pour faire face à ses charges, le PCF considère que d'autres solutions que celles consistant à faire les poches des Français doivent être utilisées. Ainsi l'État, qui est actionnaire majoritaire d'EDF, détenant 84,48% de son capital, prélève 2,3 milliards d'euros de dividendes par an. Nous proposons qu'il fasse l'impasse sur cette recette pour son budget général et permette à EDF de consacrer cette part de son chiffre d'affaires à ses activités. Malgré ce que dit la commission européenne libérale, l'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie ne fait pas baisser les prix, bien au contraire ! C'est toujours et encore la rengaine de l'austérité avec des conséquences terribles, dans la vie quotidienne, qui s'accumulent. Chaque jour, 8 millions de personnes confrontées à la précarité énergétique ont besoin d'un soutien financier pour régler les factures d'eau, d'électricité et de gaz. Augmenter sans cesse les

## ALBERTVILLE MUNICIPALES 2014 : le choix du Front de Gauche

En 2008, la défaite de la Droite à Albertville, pour la première fois depuis la Libération, avait créé la surprise et l'événement. La reconquête de notre ville a été désignée comme l'objectif prioritaire de la Droite en Savoie par Hervé Gaymard. Pour les différentes formations de la Gauche locale, la feuille de route c'est d'abord de l'en empêcher. Nous avons déjà rendu compte publiquement de l'impossibilité de parvenir à un accord avec le PS et EELV, du fait du refus de toutes nos demandes pourtant raisonnables... Décision a donc été prise par le Front de Gauche de présenter une liste de large rassemblement à son initiative. Après délibération et vote interne des militants, le choix pour la tête de liste s'est porté sur Stéphane Jay (notre photo), inspecteur des Finances, conseiller sortant, de sensibilité communiste, sans être membre



du PCF. Il portera les couleurs du Front de Gauche avec des candidat(e)s communistes et une majorité de non-affiliés, militants associatifs ou syndicaux se retrouvant dans le programme « *L'Humain d'abord* » du Front de Gauche.

Les principales divergences avec la liste PS-EELV de Noëlle Aznar-Molliex ne porteront pas sur le bilan de la majorité sortante puisque nous le jugeons globalement satisfaisant (d'ailleurs nos élus y ont contribué) mais sur le programme du prochain mandat. Sans anticiper sur ce que seront nos propositions au terme du débat public que nous entendons mener avec les électeurs, nous pouvons déjà affirmer que le refus de l'austérité imposée par le pouvoir aux collectivités locales sera notre fil rouge. Tout comme la défense et le développement des services publics. Les élus Front de Gauche ne seront pas des exécutants dociles et résignés d'une gestion de la pénurie. Ils seront aussi présents dans toutes les luttes aux côtés de ceux et celles qui résistent. D'ores et déjà, nous appelons les électeurs et électrices qui refusent de céder au découragement, à nous soutenir pour donner plus de poids à la Gauche qui lutte contre une Droite revancharde et une extrême-droite menaçante, pour une politique vraiment à Gauche.

Lucien Carrel

prix de l'accès à l'énergie, c'est donc bien mettre en danger l'accès de toutes et tous à des biens, essentiels à la vie. Il est inacceptable de restreindre l'accès à des biens communs de l'humanité, et donc de remettre en cause le fait pour chacun de pouvoir se chauffer, être éclairé, boire...

**C'est pour cette raison que nous défendons la création d'un pôle 100% public de l'énergie** et que nous préconisons la création d'une commission pluraliste (élus, syndicats, particuliers, entreprises, associations et partis politiques) pour fixer en toute transparence les tarifs de l'énergie.